

PRÉSENT

QUOTIDIEN

Article extrait du n° 7208 du Mardi 26 octobre 2010

Avortement forcé en Chine : non, cela n'a pas disparu !

C'est un récit d'horreur qui nous arrive par le biais d'un reportage filmé en Chine par la chaîne Al-Jazeera, repris par l'Associated Press et diffusé par LifeSiteNews.com : Xiao Aijing, enceinte de son deuxième enfant, a été embarquée de force de chez elle le 10 octobre dernier par les services gouvernementaux du Planning familial et a été brutalement soumise à un avortement. A huit mois de gestation...

C'est son mari, Luo Yanqua, qui a eu le courage de répondre aux reporters de la chaîne télévisée. Il raconte, sidéré, les 48 heures de sa vie où il s'est battu avec l'énergie du désespoir contre l'écrasant appareil communiste et malthusien de notre « honorable partenaire » économique et commercial pour empêcher son fils d'être tué.

Averti du fait que sa femme avait été emmenée, il s'est précipité chez lui pour essayer de la retrouver. Il finit par trouver l'endroit où elle a été transférée et enfermée par les officiers du Planning. Il tente de s'expliquer : lui, Luo, était de la ville, et n'avait droit qu'à un enfant ; mais elle, Xiao, de la campagne, avait le droit à un deuxième, ils pensaient avoir droit à cette deuxième grossesse...

Réponse : la politique de l'enfant unique oblige à avorter l'enfant.

« J'ai protesté. Le bébé avait huit mois. C'est un être vivant. On ne peut pas comme ça se débarrasser d'une vie humaine », raconte Luo. Les autorités devaient lui donner un jour pour proposer une autre solution. Mais comme le lendemain sa femme, internée, ne répondait plus au téléphone, Luo s'est de nouveau précipité à ses côtés.

« Il y avait des tas de gens autour de ma femme. Ils lui maintenaient les mains derrière le dos, la tête contre le mur, et ils lui donnaient des coups de pied dans le ventre. Je ne sais pas s'ils essayaient de provoquer une fausse couche. Mais ses bras, ses jambes, son cou... tout était blessé. J'étais tellement en colère ! J'ai dit : "Nous n'avons même pas pu parler d'une solution. Comment pouvez-vous la frapper ainsi ?" »

Luo est éloigné et à partir de ce moment-là, il n'aura plus de nouvelles de sa femme. Il apprendra un peu plus tard que son enfant a été tué *in utero* par une injection mortelle, et c'est seulement après cela que Xiao obtiendra le droit de rappeler son mari.

L'enfant est mort-né, le 14 octobre semble-t-il, et à cette date, date du reportage, Luo n'avait pas encore pu revoir sa femme et ne savait pas où elle était. La petite fille du couple, âgée de neuf ans, n'arrêtait pas de demander où était sa maman, et quand elle verrait son petit frère...

« Mais je ne vois pas comment je pourrais lui expliquer ce qui s'est passé... », raconte Luo.

Les médias locaux ne sont évidemment pas intéressés par son histoire, et les avocats qu'il a contactés lui ont dit qu'il n'y avait rien à faire. *« Ce sont des gens officiels du gouvernement qui ont fait cela. Je ne suis qu'un homme ordinaire. Au mieux, ils trouveraient de toute façon une manière de faire un montage pour me faire apparaître coupable. Vous savez comment ça marche... »*

Interrogés par l'Associated Press, les services du Planning chinois local avaient déjà répondu que Luo était d'accord pour l'avortement...

Le cas de Luo et de Xiao est très loin d'être isolé, soulignent les organismes de défense de la vie. Comme le courageux Population Research Institute, qui dénonce à la fois le contrôle coercitif de la population et le mythe de la surpopulation. Il s'insurgeait récemment contre la célébration par la Chine du 30e anniversaire de la politique de l'enfant unique que ce pays mourant et vieillissant, où les femmes manquent encore plus que les hommes par l'avortement sélectif, entend imposer « encore pendant des décennies », selon les responsables.

En Chine, le groupe « *All Girls Allowed* » (Toutes les filles sont acceptées), une organisation fondée par l'un des leaders du mouvement démocratique de la Place Tiananmen en 1989, souligne que les statistiques chinoises officielles avouent au moins 35 000 avortements par jour dans le pays, soit un toutes les deux secondes et demie :

« Nous exhortons toutes les personnes et tous les leaders du monde libre à voir cette vidéo et à entendre les cris des parents et de cet enfant à naître qui a été tout simplement assassiné. Pendant combien de temps encore le monde refusera-t-il de voir la réalité de cette politique inhumaine ? »

La vidéo est disponible sur Internet, sous-titrée en anglais (elle est notamment en ligne sur mon blog – leblogdejeannesmits.blogspot.com). Elle apporte une contradiction nécessaire au discours lénifiant de ceux qui prônent des relations commerciales normales avec la Chine au motif que les scories du communisme et l'avortement forcé y auraient disparu. Certes, il y a des affaires commerciales à faire en Chine. Tant, sans doute, qu'on ne s'aventure pas à traiter d'Etat-voyou un Etat qui tue de force ses propres enfants...

JEANNE SMITS